

Jérôme Fourquet

« Comment va la France de 2021 ? »

Recueilli par Isabelle de Gaulmyn et Marie Boëton, La Croix-L'Hebdo 2-3 janvier 2021



Comment va la France de 2021 ?

Difficile à dire car nous sommes encore suspendus à la situation sanitaire. Les Français sont démoralisés, épuisés psychologiquement et nerveusement, avec ce faux plat qui dure depuis des mois, et dont on ne voit pas la fin. Cependant, les enquêtes menées avant les fêtes montraient une forme d'acceptation résignée des mesures qui venaient d'être annoncées. On constate que les autres pays vivent la même situation, et utilisent les mêmes recettes que nous. Il y a ce sentiment qu'il n'y a pas de « plan B », ni de recette miracle puisque même l'Allemagne et les Pays-Bas, qui s'en étaient mieux sortis initialement, ont reconfiné à leur tour.

Avez-vous été surpris par la capacité de la société française, dont vous dites souvent qu'elle est « archipellisée », fragmentée, à encaisser ces chocs ?

La société française a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation, et de résilience. Face à la crise sanitaire bien sûr, mais aussi face à la menace terroriste qui a resurgi. Les attentats n'ont pas disloqué le corps social, même s'ils ont bien évidemment créé une série de tensions.

De même, le coût économique et social à payer pour cette crise est gigantesque, nous n'en avons pas encore pris l'entière mesure. Mais la société française est restée debout durant cette épreuve de longue durée. Idem pour le confinement de la seconde vague, alors qu'il y a quelques mois, on le jugeait inenvisageable.

Cela signifie-t-il un changement d'état d'esprit vis-à-vis des pouvoirs publics ?

Il faut faire un distinguo. Le choc le plus violent a été enduré lors du premier confinement. Aux yeux des Français, cette période a fait office d'un « crash-test » en grandeur nature, pour notre système administratif centralisé. Certes, les hôpitaux ont fonctionné et les services publics ont répondu présent. Mais cette épreuve a montré aussi toutes les limites et les faiblesses de notre État central, qui joue un rôle prééminent dans notre culture politique. Ainsi de la polémique sur les masques, avec ce sentiment de retard à l'allumage des pouvoirs publics. De même, les Français ont été marqués par la lourdeur de réaction des pouvoirs publics, et la perception d'une bureaucratie trop lente, qui ne pouvait remplir ses responsabilités premières, à savoir de protéger la population.

Ce constat vient légitimer l'idée que pour relever les défis économiques et écologiques, il faut que l'État s'appuie sur d'autres acteurs : les collectivités locales et, plus nouveau pour les Français, les entreprises privées. Parce qu'on a conscience que l'appareil d'État et l'administration ne sont plus capables de délivrer les résultats escomptés.

Avec le recours à une forte aide économique de l'État, assiste-t-on dans notre pays à la fin d'une idéologie libérale ?

Oui. Une thématique souvent mobilisée par les libéraux était la question du déficit budgétaire et du poids de la dette. Cette préoccupation est désormais passée de manière spectaculaire en arrière-plan. Si on se souvient des discussions budgétaires de janvier 2020, on se battait alors pour des décimales après la virgule en termes de déficit... Aujourd'hui, on parle de savoir si on sera à 10, 12 ou 9 % du PIB ! Comme dans tout système bipolaire, quand un camp s'effondre, l'autre s'efface également : les libéraux sont réduits au silence et, de ce fait, le camp opposé devient moins audible. Celui qui cherche à dresser des procès au néolibéralisme est difficilement crédible lorsque plus de 60 % de la richesse nationale est consacrée à la dépense publique... !

Cela va poser des questions à plus long terme. Cette crise est venue renforcer une croyance ancienne en France : quand le politique veut, il peut. Il fallait sauver les entreprises et on a massivement sorti le chéquier, avec l'aide puissante des institutions européennes. Preuve donc est faite aux yeux de nombreux Français que l'on peut tout à fait s'abstenir de suivre les règles de Maastricht. Et l'autre idée corollaire, c'est celle de l'argent magique. On a fait marcher la planche à billets à plein régime. Si l'on use de la métaphore médicale, la France est sous anesthésie. Face aux chocs, on encaisse pour l'instant, mais grâce à une dose massive de morphine. Comment va-t-on en sortir ? En vitesse de croisière, peut-on maintenir un tel endettement ? C'est tout le débat autour de la dette qui est encore à venir.

Qu'est-ce que cela nous annonce pour la prochaine présidentielle ?

Avant même le Covid, notre paysage électoral a été soumis à un big bang important en 2017, et le vieil ordonnancement gauche-droite a depuis du mal à remonter à la surface. Le couple Macron-Le Pen continue à occuper le devant de la scène. Le Covid n'a pas bouleversé cet état des lieux.

En revanche, il a accentué une autre évolution, à savoir la montée en puissance de la sensibilité écologique. Beaucoup de Français, pour comprendre cette épidémie improbable, ont en effet mobilisé une grille de lecture à forte teneur écologiste. En substance, c'est l'idée que nous avons trop tiré sur la corde en termes de production et d'exploitation des ressources. Cette épidémie serait un retour de bâton systémique face à ces excès. C'est l'allégorie du pangolin, qui symbolise la revanche de la nature.

Allons-nous, au sortir de cette crise, vers un nouveau rapport au territoire ?

On a le sentiment que la crise a agi comme un accélérateur de tendance. Depuis quelques années, le côté très en vogue des grandes métropoles commençait à se ternir, au profit de villes moyennes qui proposent un compromis entre les commodités urbaines et l'accès à la nature, qui y est plus facile. Le confinement, surtout le premier, mais aussi le second qui instille l'idée que ce genre d'expérience devrait se répéter à l'avenir, a mis en lumière tous les défauts de ces grandes agglomérations – déjà montrées du doigt pour la mauvaise qualité de l'air, l'insécurité, le coût du logement, la trop forte densité. On y ajoute désormais la menace sanitaire. Nos enquêtes montrent clairement que, pour une grande partie de l'opinion, il vaut mieux vivre dans une ville moyenne que dans une grande ville. Mais ensuite, il y a la question de l'emploi, qui demeure concentré dans les grandes agglomérations. Il est vrai que les salariés ont appris à apprivoiser le télétravail, cela va peut-être permettre de favoriser les départs des métropoles vers les villes moyennes.

La crise des gilets jaunes s'est estompée avec le Covid. Le malaise social persiste-t-il selon vous ? Jouera-t-il un rôle lors des prochaines échéances électorales ?

Je ne crois pas que l'on revoie les gilets jaunes sur les ronds-points. Le mouvement s'est essoufflé, il est sans leader. Mais les gilets jaunes restent un symptôme des difficultés profondes

rencontrées par toute une partie de la population. Ce terreau-là n'a pas disparu. On a beaucoup parlé de l'opposition viscérale du mouvement vis-à-vis du pouvoir en place, mais ce mouvement trouve ses racines dans quelque chose de beaucoup plus profond. Une frange de Français n'arrive pas – tout en travaillant – à s'assurer un niveau de pouvoir d'achat lui donnant le sentiment d'appartenir à la classe moyenne et, par ricochet, d'appartenir à notre société tout entière.

Dans notre société sécularisée, la consommation, qui est entendue comme une réalisation de soi, est devenue centrale. Il y a quelques décennies, on se rendait à la messe dominicale, désormais on va à Ikea. Et ceux qui n'en ont pas les moyens le vivent comme un déclassement terrible. On aurait tort de n'y voir qu'une question de pouvoir d'achat ; une partie de la population vit comme une offense le fait de ne pas pouvoir se payer un « extra » ou faire plaisir aux enfants. C'est, à ses yeux, ne pas pouvoir participer à la grande fête de la consommation. On assiste à une politisation croissante de la consommation.

Qu'entendez-vous par là ?

Pour une partie des Français, la consommation dit quelque chose de votre identité. Pouvoir se payer tel ou tel produit « statutaire » prouve qu'on est intégré. Et cela peut prendre des formes toutes simples : dans certains milieux modestes, c'est pouvoir se payer une bouteille de Coca, une paire de chaussures Nike ou une semaine de vacances *low cost* au soleil. Dans d'autres sphères, à l'inverse, on ne parle que de « *sobriété heureuse* » et acheter neuf devient ringard. C'est dans ces mêmes milieux que l'on pouvait entendre lors du confinement : « *Recentrez-vous sur l'essentiel : lisez !* » On a là affaire à deux visions du monde antagonistes et, parallèlement, à une politisation croissante des modes de vie et des façons de consommer.

Dans l'histoire, les épidémies ont souvent été suivies de réponses religieuses. Ce n'est pourtant pas le cas avec le Covid.

Cela ne me surprend pas au sens où, dans l'histoire, la réponse religieuse consistait souvent à voir l'épidémie comme un châtement divin. Nous n'en sommes évidemment plus là, et heureusement. J'ai toutefois été frappé d'entendre, et fréquemment, dès les débuts de l'épidémie, que « *la planète avait fini par se venger* » ou que « *la nature reprenait ses droits* », laissant entendre que l'homme les lui avait usurpés. Dans la bouche de certains écologistes, « Dame nature » semble avoir remplacé Dieu. L'écologie s'apparente à une nouvelle matrice, avec ses apôtres, ses figures morales, la séparation stricte entre bien et mal... Comme si elle dessinait une nouvelle forme de spiritualité.

L'AUTEUR

Nous avons choisi d'interroger Jérôme Fourquet sur l'état d'esprit actuel des Français. Directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'institut de sondages Ifop, il nous semblait bien placé, à travers les sondages et enquêtes qu'il scrute à longueur de semaines, pour nous dessiner le moral des Français à l'aube de cette nouvelle année. Nous voulions aussi savoir comment l'auteur de *L'archipel français*, qui a alerté sur les risques de désagrégation de notre société, évaluait la capacité de résilience de nos concitoyens face à la grave crise économique et sociale qui s'annonce.

L'ENJEU

Toute l'année, le plus souvent confinés dans nos appartements, nous avons rêvé au « monde d'après ». Mais qu'en sera-t-il réellement de l'année qui commence ? Avons-nous vraiment changé, dans nos priorités, notre vision du pays et de ses dirigeants ?